

Point de vue du CIO

Les cinq priorités de la COP26 selon l'optique de l'investisseur

Investment Solutions

11 octobre 2021

En tant qu'investisseurs, notre rôle est de comprendre et de gérer les risques liés à la transition climatique, et de saisir les opportunités. La Conférence des Nations Unies sur les changements climatiques (COP26), qui se déroulera à Glasgow du 31 octobre au 12 novembre, représente une occasion unique de réunir des participants en provenance des secteurs public et privé afin d'accélérer la mise en œuvre des objectifs de l'Accord de Paris. Nous examinons cinq domaines d'action prioritaires pour les investisseurs.

1. Les investisseurs ont besoin de plus de clarté sur la neutralité carbone

Pour limiter l'augmentation de la température mondiale à 1,5 °C, les émissions de gaz à effet de serre devront être réduites de moitié d'ici 2030 et la neutralité carbone atteinte d'ici 2050. Six ans après l'accord de Paris, nous estimons que près de 80% de l'économie mondiale est désormais couverte par des objectifs de zéro émission nette de diverse nature. Pourtant, les investisseurs ont besoin de clarifications sur la stratégie et les plans d'action pour y parvenir – comprenant les objectifs intermédiaires en matière de réduction des émissions, les orientations politiques et les stratégies industrielles. Des progrès sont nécessaires à la COP26. En matière de réduction des émissions, les tendances actuelles ne sont pas alignées avec les engagements pris par les gouvernements, et la trajectoire empruntée par l'économie réelle est loin de 1,5°C.

Il est donc difficile d'allouer des capitaux à large échelle dans une optique de zéro émission nette. Pour éviter les chocs susceptibles de menacer la stabilité financière, les gouvernements, l'industrie, les régulateurs et les investisseurs doivent travailler ensemble afin d'assurer une adaptation et une réévaluation des actifs progressives. Rien que pour les risques climatiques physiques, tels que les inondations et les incendies de forêt, on estime que la couverture d'assurance est insuffisante à hauteur de 227 milliards USD¹. L'utilisation par le Mexique de capitaux publics et privés pour assurer le récif corallien contre les dommages dus aux tempêtes est une réponse encourageante à cet égard.

Pour leur part, les industries doivent fixer des objectifs scientifiquement fondés et soutenus par une politique et une réglementation fermes. Cela aidera les investisseurs à prendre des décisions éclairées concernant les entreprises à soutenir. L'industrie automobile en est un bon exemple. Aujourd'hui, le secteur des véhicules électriques (VE) joue un rôle moteur dans la transition de la branche,



Stéphane Monier
Chief Investment Officer, Lombard Odier Private Bank

Points clés

- Les investisseurs ont besoin de feuilles de route plus claires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, comprenant les cibles intermédiaires en matière de réduction des émissions, les directives politiques et les stratégies industrielles
- Les efforts doivent se concentrer sur le secteur de l'énergie, en supprimant les subventions accordées aux combustibles fossiles et en proposant des incitations par les prix pour les nouvelles technologies. Des mécanismes plus précis en matière de fixation de prix et d'échange de droits d'émission de carbone sont également essentiels
- Des cadres communs d'investissement permettraient de déployer 120 000 milliards USD de capitaux privés en faveur de la transition vers la neutralité carbone
- Il serait aussi souhaitable de mettre l'accent sur la nature, notamment en fixant un prix correct pour les ressources naturelles et en développant des solutions climatiques naturelles pour compenser les émissions de gaz à effet de serre.

¹ Source: [Swiss Re Institute Resilience Index 2020](#)

Informations importantes: Veuillez lire les informations importantes figurant à la fin du document.

Publication hebdomadaire de Lombard Odier – Investment Solutions, investment-solutions@lombardodier.com

Données au 11 octobre 2021 sauf indication contraire.

Lombard Odier · Point de vue du CIO · 11 octobre 2021

mais les subventions gouvernementales et l'interdiction envisagée de la vente de véhicules à essence ont également constitué des incitations importantes. En 2020 en Norvège, elles ont permis de faire grimper les ventes de VE à 54% des ventes totales de véhicules.

2. Mettre l'accent sur l'énergie et supprimer les subventions aux combustibles fossiles

Nulle part la nécessité d'une transition vers la neutralité carbone n'est plus aiguë que dans le secteur énergétique. Selon l'Agence internationale de l'énergie², les sources renouvelables devront fournir 90% de l'énergie mondiale d'ici 2050. Toutefois, les combustibles fossiles en représentent encore 84%³. Certes, des progrès ont été réalisés - plus d'un tiers de l'électricité mondiale provient désormais de sources renouvelables - mais il est très difficile de changer la dynamique des transports et du chauffage (cf. graphiques). La suppression des subventions aux combustibles fossiles et la mise en place d'incitations par les prix pour les nouvelles technologies seront des priorités urgentes de la COP26.

La récente flambée des prix du gaz et du pétrole incite à investir dans des solutions de remplacement, mais elle indique aussi combien l'abandon des combustibles fossiles peut être déstabilisant. En Europe, les projets d'augmentation de la taxe carbone sur l'essence et le chauffage ont rencontré une forte opposition de la part de ceux qui craignent une aggravation de la précarité énergétique. Le changement doit protéger les plus vulnérables, car les subventions soutiennent souvent les personnes à faibles revenus. Dans ce domaine, les partenariats public-privé contribuent à financer et à réduire les risques liés aux investissements à long terme, notamment dans les infrastructures vertes, l'hydrogène propre et le stockage de l'énergie.

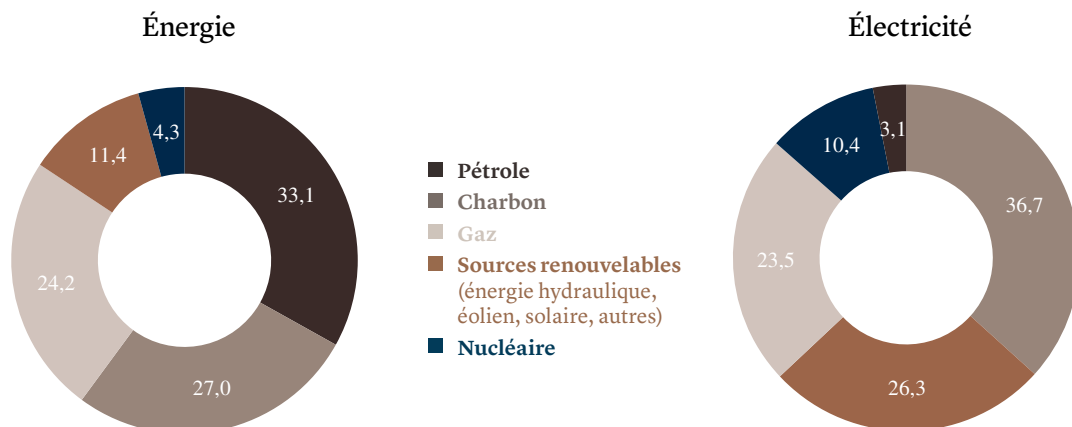
Au Royaume-Uni, les systèmes de contrat pour la différence de carbone (CCfD) ont contribué à développer le secteur des énergies renouvelables. Parallèlement, les tests de résistance des banques centrales devraient révéler les institutions fortement exposées aux combustibles fossiles et aux risques de concentration, les agences de notation améliorant la transparence. Il est crucial que les investisseurs financent les entreprises en transition, et pas uniquement celles actives dans des secteurs à faible intensité de carbone. Il est encourageant de constater que les valorisations des entreprises reflètent de plus en plus leur contribution en matière de climat. Il y a huit ans, ExxonMobil était l'entreprise la plus valorisée au monde. En septembre 2021, elle a chuté au 35^{ème} rang, alors qu'en 2020, NextEraEnergy, une société spécialisée dans l'énergie renouvelable, l'a brièvement dépassée.

3. Amélioration des mécanismes de tarification du carbone

La COP26 devrait plaider pour un prix du carbone équitable en tant que mécanisme essentiel pour faire progresser la décarbonisation. Le FMI estime que le prix de 80% des émissions mondiales n'est pas fixé. Les mécanismes nationaux et régionaux d'échange de droits d'émission de carbone n'offrent qu'une couverture inégale. La Chine n'a commencé à échanger de tels droits pour certaines industries qu'en juillet 2021, avec un prix du carbone équivalent à quelque 6,5 EUR par tonne. Selon la Banque mondiale, les prix devraient s'approcher de 100 EUR par tonne pour commencer à atteindre les objectifs de l'Accord de Paris et, dans la plupart des scénarios, devraient continuer à augmenter à mesure que les émissions restantes diminuent et deviennent plus difficile à réduire. Le système européen d'échange de quotas d'émission (SEQE), l'un des

L'énergie dépend toujours des combustibles fossiles

Plus d'un tiers de l'électricité mondiale provient de sources à faibles émissions de carbone ; calculée sur l'énergie totale, cette part est de seulement 16%



Source : Our World in Data

² IEA, [Net Zero by 2050, A Roadmap for the Global Energy Sector](#)

³ Source: BP Statistical Review 2020

plus avancés au monde, distribue encore un grand nombre de quotas, notamment dans l'aviation.

Les taxes nationales à l'importation contribuent à réduire les « fuites » de carbone en délocalisant les activités à forte intensité de carbone, mais elles demeurent impopulaires. En juin, le FMI a proposé une alternative : un prix plancher du carbone à l'échelle internationale pour un nombre restreint de grands émetteurs, avec des taux variables pour les pays « avancés », « à revenu élevé » et « à faible revenu »⁴. Une augmentation du prix du carbone devrait contribuer à encourager l'innovation technologique, comme l'économie hydrogène, et à favoriser les activités à faible émission de carbone. Les revenus des marchés du carbone pourraient être redistribués pour aider les ménages à faire face à la hausse des prix de l'énergie et financer la réduction des risques climatiques.

4. Des cadres d'investissement communs pour mobiliser les capitaux privés

Les signataires des Principes pour l'investissement responsable des Nations Unies représentent un puissant capital de 120 000 milliards USD. Cependant, il n'existe aucun cadre commun sur la manière de l'investir, ni de définir les produits financiers durables. Les régulateurs tentent de fixer des normes dans le domaine, via la Taxonomie européenne et le Règlement relatif à la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers (Sustainable Finance Disclosure Regulation SFDR) en Europe, mais ils se heurtent à des limites. Les approches d'investissement actuelles vont de l'exclusion aux critères ESG (environnementaux, sociaux et de gouvernance), en passant par des mesures plus larges. Chez Lombard Odier, nous considérons les critères ESG comme un point de départ pour évaluer les pratiques opérationnelles historiques des entreprises. En outre, nous nous concentrons sur les mesures prévisionnelles qui examinent les modèles d'affaires et évaluent « l'impact sur la valeur climatique (IVC) » ou les risques physiques, de transition et de responsabilité auxquels les entreprises font face dans le cadre de la transition climatique.

En matière d'allocation de capital, notre ligne directrice est l'exposition financière relative au climat, et non la focalisation sur les entreprises à faibles émissions de carbone. Notre mesure de la hausse implicite de la température (Implied Temperature Rise ITR) évalue si les stratégies de décarbonisation des entreprises suffisent à maintenir le budget carbone mondial dans les limites nécessaires pour atteindre les objectifs de l'Accord de Paris. Nous cherchons donc à investir non seulement dans les sociétés qui fournissent des solutions vertes et dans les entreprises protégées contre les risques liés à la transition, mais aussi dans les entreprises de secteurs à fort taux d'émission de gaz à effet de serre, ayant une incidence sur le climat, et dont la

stratégie de décarbonisation est crédible. Nous baptisons ces entreprises « glaçons » : elles ont un IVC positif et contribuent à refroidir l'économie. Nous cherchons à éviter les « bûches en feu », c'est-à-dire les entreprises fortement émettrices qui ne prévoient aucun changement : elles ont un IVC négatif. Cette approche s'appuie sur les recommandations du Groupe de travail sur les informations financières liées au climat (TNFD)⁵ qui mettent l'accent sur les mesures d'alignement des portefeuilles, y compris les ITR.

Nous accueillerons favorablement tout effort de la COP26 visant à adopter ces recommandations au niveau mondial et à encourager les sociétés d'investissement à travailler avec des experts du climat pour développer et tester la résistance de leurs modèles, comme nous le faisons en interne et via notre partenariat avec l'Université d'Oxford. Une plus grande standardisation contribuerait également à résoudre les problèmes de « greenwashing ». Compte tenu de l'afflux massif de fonds ESG et de la remise en question croissante, de la part des investisseurs, des méthodologies sous-jacentes, une érosion de la confiance constitue un risque important, non seulement pour le secteur, mais aussi pour la transition climatique. La transparence et les normes communes, telles que celles que le TNFD cherche à fournir, représentent la solution évidente.

5. Mettre l'accent sur la nature

Le changement climatique – objectif de la COP26 – n'est que l'une des neuf fonctions planétaires scientifiquement fondées qui définissent « l'environnement opérationnel sûr » de l'humanité⁶. Nous accueillerions favorablement une ambition plus vaste pour définir des feuilles de route, des stratégies d'investissement et des objectifs industriels plus clairs afin d'aborder ces problèmes, notamment la déforestation, la biodiversité et l'acidification des océans. Dans le seul domaine de la biodiversité, 68% des populations animales ont disparu au cours des 50 dernières années⁷, la destruction de la nature augmentant la transmission de maladies d'origine animale, comme le Covid-19, et menaçant le pipeline de découverte de nouveaux médicaments (issus pour la plupart de la nature). La COP26 pourrait être une occasion de discuter de la manière d'imposer un prix équitable pour l'utilisation des ressources naturelles, et aussi de favoriser le développement de solutions climatiques naturelles.

Ces solutions basées sur la nature, comme l'agriculture et la sylviculture, constituent le moyen le plus puissant de capturer le CO₂ que nous émettrons encore dans un monde à zéro émission nette. Examiner les moyens de les développer en tant que solutions d'investissement – par exemple en vendant des crédits-carbone à ceux qui veulent compenser les émissions et en utilisant la forêt comme un puits de carbone – sont des priorités importantes pour les responsables politiques, l'industrie et les investisseurs.

⁴ IMF Staff Climate Note: [Proposal for an International Carbon Price Floor Among Large Emitters](#)

⁵ TCFD: [Measuring Portfolio Alignment: Assessing the position of companies and portfolios on the path to Net Zero](#)

⁶ Stockholm Resilience Centre: [The nine planetary boundaries](#)

⁷ WWF and Zoological Society of London, [Living Planet Report 2020](#)

Information importante

Le présent document de marketing a été préparé par Banque Lombard Odier & Cie SA (ci-après « Lombard Odier »). Il n'est pas destiné à être distribué, publié ou utilisé dans une juridiction où une telle distribution, publication ou utilisation serait interdite, et ne s'adresse pas aux personnes ou entités auxquelles il serait illégal d'adresser un tel document de marketing. Le présent document de marketing est fourni à titre d'information uniquement et ne saurait constituer une offre ou une recommandation de souscrire, d'acheter, de vendre ou de conserver un quelconque titre ou instrument financier. Il reflète les opinions de Lombard Odier à la date de sa publication. **Ces opinions et les informations exprimées dans le présent document de marketing ne prennent pas en compte la situation, les objectifs ou les besoins spécifiques de chaque personne. Aucune garantie n'est donnée qu'un investissement soit approprié ou convienne aux circonstances individuelles, ni qu'un investissement ou une stratégie constituent un conseil en investissement personnalisé pour un investisseur.** Chaque investisseur doit prendre ses propres décisions indépendantes concernant les titres ou instruments financiers mentionnés dans le présent document de marketing. Le traitement fiscal dépend de la situation individuelle de chaque client et est susceptible d'évoluer avec le temps. Lombard Odier ne fournit pas de conseils fiscaux. Il vous incombe par conséquent de vérifier les informations susmentionnées et toutes les autres informations fournies dans les documents de marketing ou de consulter vos conseillers fiscaux externes à cet égard. Les informations et les analyses contenues dans le présent document de marketing sont basées sur des sources considérées comme fiables. Lombard Odier fait tout son possible pour garantir l'actualité, l'exactitude, l'exhaustivité desdites informations. Néanmoins, toutes les informations, opinions et indications de prix peuvent être modifiées sans préavis. **Tout investissement est exposé à une diversité de risques.** Avant d'effectuer une quelconque transaction, il est conseillé à l'investisseur de vérifier minutieusement si elle est adaptée à sa situation personnelle et, si nécessaire, d'obtenir un avis professionnel indépendant quant aux risques et aux conséquences juridiques, réglementaires, fiscales, comptables ainsi qu'en matière de crédit. Les investissements mentionnés dans ce document de marketing peuvent comporter des risques qu'il est difficile d'évaluer et d'intégrer dans une évaluation des investissements. En général, les produits tels que les actions, les obligations, les prêts de titres, les devises et les instruments du marché monétaire recèlent des risques qui sont plus élevés dans le cas de dérivés, de produits structurés et de produits de private equity; ils s'adressent uniquement à des investisseurs à même de comprendre leur nature et leurs caractéristiques et d'assumer les risques y afférents. Sur demande, Lombard Odier se tient à la disposition des investisseurs pour leur fournir des informations plus détaillées sur les risques associés à des instruments donnés. **Les performances passées n'offrent aucune garantie quant aux résultats courants ou futurs et il se peut que l'investisseur récupère un montant inférieur à celui initialement investi.** La valeur de tout investissement dans une monnaie autre que la monnaie de base d'un portefeuille est exposée au risque de change. Les taux peuvent varier et affecter défavorablement la valeur de l'investissement quand ce dernier est réalisé et converti dans la monnaie de base de l'investisseur. La liquidité d'un investissement dépend de l'offre et de la demande. Certains produits peuvent ne pas disposer d'un marché secondaire bien établi où s'avérer difficiles à valoriser dans des conditions de marché extrêmes, ce qui peut se traduire par une volatilité de leur cours et rendre difficile la détermination d'un prix pour la vente de l'actif. **Le présent document de marketing n'est pas publié par l'unité organisationnelle de la Banque Lombard Odier & Cie SA responsable de la production de la recherche financière,** conformément aux Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière de l'Association suisse des banquiers. Par conséquent, il n'est pas en conformité avec les Directives visant à garantir l'indépendance de l'analyse financière de l'Association suisse des banquiers, ni avec toute autre exigence légale destinée à promouvoir l'indépendance de la recherche en investissements. Les opinions exprimées dans le présent document de marketing peuvent différer de celles exprimées par d'autres départements de Lombard Odier, dont le département de Recherche de la Banque Lombard Odier & Cie SA. Néanmoins, si le présent document contient des opinions émises par des analystes financiers du Département Recherche, ces derniers attestent que l'ensemble de leurs opinions reflètent pleinement leur avis personnel sur chacun des instruments. Afin de garantir leur indépendance, il est expressément interdit aux analystes financiers de détenir des titres inclus dans l'univers de recherche qu'ils couvrent. Lombard Odier peut détenir des positions dans des titres mentionnés dans le présent document de marketing pour le compte et au nom de ses clients et/ou ces titres peuvent être inclus dans les portefeuilles des fonds de placement gérés par Lombard Odier ou des sociétés affiliées du Groupe. Lombard Odier reconnaît que des conflits d'intérêts peuvent exister du fait de la distribution d'instruments ou produits financiers émis et/ou gérés par des entités appartenant au Groupe Lombard Odier. Par conséquent, Lombard Odier met en œuvre toutes les mesures raisonnables permettant d'identifier les conflits d'intérêts, et maintient et applique des contrôles efficaces concernant ces conflits d'intérêts.

Membres de l'UE: La publication du présent document de marketing a été approuvée pour utilisation par Lombard Odier (Europe) S.A. au Luxembourg et de chacune de ses succursales opérant dans les territoires suivants: **Belgique:** Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg · Succursale de Belgique; **France:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France; **Italie:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia; **Espagne:** Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España. Lombard Odier (Europe) S.A. est un établissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg. Par ailleurs, la publication du présent document de marketing a également été approuvée pour utilisation par l'entité suivante domiciliée au sein de l'Union européenne: **Espagne:** Lombard Odier Gestión (España) SGIIC., S.A., une société de gestion d'investissements agréée et réglementée par la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV), Espagne.

Hong Kong: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation par Lombard Odier (Hong Kong) Limited, une entité agréée et dont les activités sont soumises à la réglementation et à la surveillance de la Securities and Futures Commission de Hong Kong, pour fournir des informations générales aux investisseurs professionnels et à d'autres personnes, conformément à la Securities and Futures Ordinance (chapitre 571) des lois de Hong Kong.

Singapour: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation par Lombard Odier (Singapore) Ltd à des fins d'information générale des investisseurs accrédités et d'autres personnes conformément aux conditions des articles 275 et 305 de la Securities and Futures Act (chapitre 289). Les destinataires se trouvant à Singapour devraient prendre contact avec Lombard Odier (Singapore) Ltd, un conseiller financier exempté en vertu du Financial Advisers Act (chapitre 110) et une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority of Singapore, pour toute question découlant du présent document de marketing ou en lien avec ce dernier. Les destinataires du présent document de marketing déclarent et confirment qu'ils sont des investisseurs accrédités ou des personnes autorisées au sens du Securities and Futures Act (chapitre 289). Cette annonce n'a pas été révisée par la Monetary Authority of Singapore.

Panama: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation au Panama par Lombard Odier (Panamá) Inc., une entité autorisée par la Superintendencia del Mercado de Valores de Panamá. Titulaire d'une licence de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

Israël: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Israël par l'Israel Representative Office de la Banque Lombard Odier & Cie SA, une entité non supervisée par l'autorité de contrôle des banques dans la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

Afrique du Sud: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Afrique du Sud par le South Africa Representative Office de la Banque Lombard Odier & Cie SA, un prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

Suisse: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation en Suisse par Banque Lombard Odier & Cie SA Genève, une banque et maison de titres soumise à la réglementation de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

Royaume-Uni: Le présent document de marketing a été approuvé pour utilisation au Royaume-Uni par Lombard Odier (Europe) S.A. – UK Branch, une banque soumise à la réglementation et à la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg et autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. **Vous pouvez obtenir, sur demande, auprès de notre banque plus de détails sur la portée de notre agrément et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.**

Etats-Unis: ni ce document ni aucune copie de ce dernier ne peuvent être envoyés, emmenés, distribués ou remis aux Etats-Unis d'Amérique ou dans un de leurs territoires, possessions ou zones soumises à leur juridiction, ni à une Personne américaine ou dans l'intérêt d'une telle personne. A cet effet, le terme "US-Person" désigne tout citoyen, ressortissant ou résident des Etats-Unis d'Amérique, tout partenariat organisé ou existant dans un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, toute société soumise au droit des Etats-Unis d'Amérique ou d'un Etat, territoire ou possession des Etats-Unis d'Amérique, ou toute propriété ou tout trust soumis à l'impôt fédéral des Etats-Unis d'Amérique quelle que soit la source de ses revenus. Le présent document de marketing ne peut être reproduit (en totalité ou en partie), transmis, modifié ou utilisé à des fins publiques ou commerciales sans l'autorisation écrite et préalable de Lombard Odier.

Protection des données: Il se peut que vous receviez cette communication parce que vous nous avez fourni vos coordonnées. Si tel est le cas, veuillez noter que nous sommes susceptibles de traiter vos données à caractère personnel à des fins de marketing direct. Si vous souhaitez vous opposer à ce traitement, veuillez vous adresser au responsable de la protection des données du Groupe: Banque Lombard Odier & Cie SA, Group Data Protection Officer, 11, Rue de la Corraterie, 1204 Genève, Suisse. E-mail: group-dataprotection@lombardodier.com. Pour de plus amples informations sur la politique de protection des données de Lombard Odier, veuillez consulter le site www.lombardodier.com/privacy-policy.

© 2021 Banque Lombard Odier & Cie SA – Tous droits réservés - Réf. LOCH/LOESA/LOASIA-MWNP-en-092021.

SUISSE

GENÈVE

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Rue de la Corraterie 11 · 1204 Genève · Suisse
geneve@lombardodier.com

Lombard Odier Asset Management (Switzerland) SA

Avenue des Morgines 6 · 1213 Petit-Lancy · Suisse
Support-Client-LOIM@lombardodier.com
Société de direction régulée par la FINMA.

FRIBOURG

Banque Lombard Odier & Cie SA · Bureau de Fribourg¹

Rue de la Banque 3 · 1700 Fribourg · Suisse
fribourg@lombardodier.com

LAUSANNE

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Place St-François 11 · 1003 Lausanne · Suisse
lausanne@lombardodier.com

VEVEY

Banque Lombard Odier & Cie SA · Agence de Vevey¹

Rue Jean-Jacques Rousseau 5 · 1800 Vevey · Suisse
vevey@lombardodier.com

ZURICH

Banque Lombard Odier & Cie SA¹

Utoschloss · Utoquai 29-31 · 8008 Zürich · Schweiz
zurich@lombardodier.com

EUROPE

BRUXELLES

Lombard Odier (Europe) S.A. Luxembourg · Succursale de Belgique²

Avenue Louise 81 · Boîte 12 · 1050 Bruxelles · Belgique
bruxelles@lombardodier.com

Un établissement de crédit en Belgique soumis à la surveillance de la Banque nationale de Belgique (BNB) et par l'Autorité des services et marchés financiers (FSMA).

LONDRES

Lombard Odier (Europe) S.A. · UK Branch²

Queensberry House · 3 Old Burlington Street · London W1S 3AB · United Kingdom · london@lombardodier.com
La banque est autorisée au Royaume-Uni par la Prudential Regulation Authority (PRA). Soumise à la réglementation par la Financial Conduct Authority (FCA) et à une réglementation limitée par la Prudential Regulation Authority. Numéro de référence d'établissement de services financiers 597896. Sur demande, vous pouvez obtenir auprès de notre banque de plus amples informations sur la portée de notre autorisation et de notre réglementation par la Prudential Regulation Authority ainsi que sur la réglementation par la Financial Conduct Authority.

Lombard Odier Asset Management (Europe) Limited

Queensberry House · 3 Old Burlington Street · London W1S 3AB · United Kingdom · london@lombardodier.com
Société d'investissement soumise à la réglementation et à la surveillance de la Financial Conduct Authority (registre de la FCA n° 513393).

LUXEMBOURG

Lombard Odier (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg
luxembourg@lombardodier.com

Etablissement de crédit agréé et sous la surveillance de la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.

Lombard Odier Funds (Europe) S.A.

291, route d'Arlon · 1150 Luxembourg · Luxembourg
luxembourg@lombardodier.com

MADRID

Lombard Odier (Europe) S.A. · Sucursal en España²

Paseo de la Castellana 66 · 4^e Pl. · 28046 Madrid · España
madrid@lombardodier.com

Etablissement de crédit supervisé en Espagne par Banco de España et la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).

Lombard Odier Gestión (España) S.G.I.I.C, S.A.U

Paseo de la Castellana 66 · 4^e Pl. · 28046 Madrid · España
madrid@lombardodier.com

Société de gestion soumise à la surveillance de la Comisión Nacional del Mercado de Valores (CNMV).

MILAN

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale in Italia²

Via Santa Margherita 6 · 20121 Milano · Italia
milano-cp@lombardodier.com

Un établissement de crédit en Italie soumis à la surveillance de la Commissione Nazionale per le Società e la Borsa (CONSOB) et la Banca d'Italia.

MOSCOU

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Representative Office Moscow

Letnikovskaya st.2, bld.1 · 115114 · Moscow · Russian Federation · moscow@lombardodier.com

Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale de la Fédération de Russie.

PARIS

Lombard Odier (Europe) S.A. · Succursale en France²

8, rue Royale · 75008 Paris · France · RCS PARIS
B 803 905 157 · paris@lombardodier.com.

Etablissement de crédit dont les activités en France sont soumises à la surveillance de l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) et de l'Autorité des marchés financiers (AMF) pour ses activités de services d'investissement. Autorisation d'établissement n° 23/12 - Succursale enregistrée au Luxembourg sous le n° B169 907. Intermédiaire en assurance agréé par le Commissariat aux Assurances (CAA) n° 2014 CMO02. L'immatriculation auprès du CAA peut être contrôlée sur www.orias.fr.

AFRIQUE | AMERIQUES | MOYEN-ORIENT

ABU-DHABI

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Abu Dhabi Global Market Branch

Al Maryah Island · Abu Dhabi Global Market Square · Al Khatem Tower · 8th floor · P.O. Box 764646 · Abu Dhabi · UAE · abudhabi@lombardodier.com

Etablissement d'offres en investissement · Conseil en investissement ou en crédit · Octroi de crédits. Réglementé par l'Autorité de réglementation des services financiers de l'ADGM.

BERMUDES

Lombard Odier Trust (Bermuda) Limited

3rd Floor, Victoria Place · 31 Victoria Street · Hamilton HM 10 · Bermuda · bermuda@lombardodier.com

Autorisée à exercer des activités de Trust, d'investissement et de services aux entreprises par la Bermuda Monetary Authority (BMA).

BRESIL

Lombard Odier (Brasil) Consultoria de Valores Mobiliários Ltda.

Avenida 9 de Julho No. 3624, Torre DGN 360, 6° andar · Jardim Paulista · CEP 01406-000 · São Paulo · Brasil
sao.paulo.office@lombardodier.com

Etablissement supervisé par Comissão de Valores Mobiliários of Brazil.

DUBAÏ

Bank Lombard Odier & Co Ltd · Representative Office Dubai

Conrad Business Tower · 12th Floor · Sheikh Zayed Road · P.O. Box 212240 · Dubai · UAE
dubai@lombardodier.com

Placé sous l'autorité de surveillance de la Banque centrale des Emirats arabes unis.

ISRAËL

Israel Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

Alrov Tower 11th floor · 46 Rothschild Blvd. · Tel Aviv 6688312 · Israel · telaviv@lombardodier.com

Etablissement non supervisé par l'autorité de contrôle des banques dans la Banque d'Israël, mais par l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers qui supervise les activités de la Banque Lombard Odier & Cie SA.

JOHANNESBURG

South Africa Representative Office · Bank Lombard Odier & Co Ltd

4 Sandown Valley Crescent · Sandton · Johannesburg 2196 · South Africa · johannesburg@lombardodier.com

Prestataire de services financiers agréé sous le numéro 48505.

NASSAU

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited

Lyford Cay House · Western Road · P.O. Box N-4938 · Nassau · Bahamas

nassau@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et la Securities Commission of the Bahamas.

PANAMA

Lombard Odier & Cie (Bahamas) Limited · Representative Office in Panama

Oceania Business Plaza Torre 2000 · Oficina 38-D · Blvd. Pacifica · Urb. Punta Pacifica · Corregimiento de San Francisco · Panamá · panama@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Banque centrale des Bahamas et de la Superintendencia de Bancos de Panamá.

Lombard Odier (Panama) Inc.

Oceania Business Plaza Torre 2000 · Oficina 38-D · Blvd. Pacifica · Urb. Punta Pacifica · Corregimiento de San Francisco · Panamá · panama@lombardodier.com

Soumise à la surveillance de la Superintendencia del Mercado de valores de Panamá. Titulaire d'une licence de conseiller en investissement. Res. SMV No.528-2013.

ASIE - PACIFIQUE

HONG KONG

Lombard Odier (Hong Kong) Limited

3901, Two Exchange Square · 8 Connaught Place · Central · Hong Kong · hongkong@lombardodier.com

Une entité agréée dont les activités sont soumises à la réglementation et à la surveillance de la Securities and Futures Commission de Hong Kong.

SINGAPOUR

Lombard Odier (Singapore) Ltd.

9 Raffles Place · Republic Plaza #46-02 · Singapore 048619 · singapore@lombardodier.com

Une banque d'affaires soumise à la réglementation et à la surveillance de la Monetary Authority de Singapour.

TOKYO

Lombard Odier Trust (Japan) Limited

Izumi Garden Tower 41F · 1-6-1 Roppongi, Minato-ku · Tokyo 106-6041 · Japan · tokyo@lombardodier.com

Soumis à la réglementation et à la surveillance de la Financial Services Agency du Japon. Titulaire d'une licence d'exploitation fiduciaire (FSA n° 208) et enregistré auprès du Kanto Local Finance Bureau for Financial Product Transactors (n° 470).

¹ Banque privée et maison de titres soumise à la surveillance de l'Autorité fédérale de surveillance des marchés financiers (FINMA).

² Succursale de Lombard Odier (Europe) S.A., un établissement de crédit basé au Luxembourg et autorisé par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF) au Luxembourg.